

Tribune du Conseil national

Le 31 octobre 2019

Depuis 2017, nous avons attendu que le Président de la République s'exprime sur la politique culturelle. En juillet 2017, nous lui avons adressé une lettre qui était signée de tous les grands artistes actuels du spectacle vivant. C'était une lettre qui prenait au sérieux son projet de modernisation et lui proposait, fait rare, de repenser ensemble la vitalité et la justesse de notre action. Nous étions prêts et engagés.

Nous avons attendu, vu les bonnes volontés parfois livrées aux ambiguïtés de la politique du gouvernement. Il nous semblait que cette déclaration présidentielle devait venir tout de suite, puisqu'un projet de changement de société ne se fait pas sans politique culturelle. Les autres Présidents de la République porteurs de telles ambitions l'avaient compris. Puis nous avons espéré que cela vienne à mi-mandat, passées les urgences. Puis nous nous sommes dits avec les Gilets jaunes : il va comprendre que sa modernité est porteuse de divisions et que seule une politique culturelle d'émancipation permettra que chacun s'approprie les coordonnées d'un monde qui change et drastiquement. Mais non.

Est-ce que le Président ne parle pas de culture parce qu'il n'a rien à en dire ? Est-ce qu'il ne propose que le Pass Culture, dispositif qui est loin d'avoir fait ses preuves en Italie, parce qu'il pense que l'accès à la culture ne se règle que par l'argent ?

On nous a dit : il est difficile de justifier devant le pays l'engagement budgétaire dans une grande politique culturelle quand sont en souffrance les hôpitaux, les commissariats et l'ensemble des services publics. Comment raconter cela à la nation ? Mais il se trouve que c'est ce que demandent les gens : redonnez-nous les moyens de transmettre à nos enfants une possibilité d'ascension. Aujourd'hui, seuls quelques-uns sont maîtres des symboles ; des questions sociétales sont bousculées en profondeur, identité, genres, mobilité, vieillesse et fin de vie, procréation, définitions du travail, hospitalité et frontières. Sans les espaces partagés de leurs éclaircissements, le Président ne voit-il pas que ces mutations sont porteuses de divisions ? Que pour certains, elles accentuent le sentiment de relégation, et que ce sentiment massif est hautement dangereux, violent et porteur de violences ? La Culture, ce n'est pas l'art des citations, c'est la construction en commun de symboles, visions, manières de sentir, de penser et de nommer. C'est avoir le sentiment d'habiter le langage de tous et d'être libre dedans et par là créateur de sa vie.

C'est la politique que nos concitoyens appellent, et au service de laquelle nous sommes.

Nous pensons que de cette gravité, le Premier ministre et le ministre du Budget et des Comptes publics sont pleinement conscients et qu'ils s'en moquent. Ils nous parlent du courage des décisions, de ce qu'il faut consentir de sacrifices, de nettoyage des situations enkystées etc. Mais sans vision du commun et sans souci des blessures, ces termes n'offrent qu'une vision économiste. Les vraies sociétés actuelles inventent autre chose. Et les populations y sont prêtes, elles sont plus élevées que leur classe politique.

Tribune du Conseil national

C'est à eux que le Président, passés ses goûts et sujets de prédilection, abandonne sa politique culturelle. Les ministres de la Culture appelés à durer sont ceux qui suivent cette feuille de route Matignon-Bercy. Il est toutefois étonnant, au vu des parcours de nos Ministres, de voir que ce qui leur a profité, l'ascenseur social et l'émancipation, soient relativisés pour les autres.

Aujourd'hui un ministre de la Culture est secondarisé par les initiatives présidentielles et par l'économisme gouvernemental.

Le budget de 2020 est l'illustration de cette fausse existence. C'est un budget qui attaque les deux versants de la même montagne ; les crédits dédiés à la création sont plus faibles alors même qu'on vient d'y transférer les lignes d'un programme en faveur de l'emploi artistique. C'est dire. « Mettre les artistes au centre », comme le revendique le Ministre, aurait dû aboutir à soutenir la création, ou bien ? Quant à l'ambition maintes fois répétée en faveur de l'éducation artistique et culturelle (le fameux 100 % EAC !), les crédits baissent eux aussi, et la méthode pour y parvenir n'est pas posée. Et c'est une très mauvaise nouvelle pour ceux d'entre nous qui dépendent du service public pour acquérir une expérience de ce que peut l'art dans la vie.

Nous sommes confrontés à une stratégie politique de droite. Et à l'échéance de l'acte II du mandat, ce budget apparaît comme un budget de rupture, et s'il n'est pas une fin de non-recevoir, il est alors le fruit d'une incapacité.

Qu'on en juge. Il y a encore un an, le ministère de la Culture était culpabilisé dans ses revendications politiques, par le sérieux budgétaire revendiqué par le ministre des Comptes publics. Cet argument a sauté en 2020. 10 milliards d'euros de mesures sociales nouvelles ont été arrêtés, 9 milliards de baisses d'impôts ont été décidés mais il demeure hors de portée de dégager seulement 200 millions d'euros pour concrétiser le soi-disant credo présidentiel en faveur de l'émancipation dont notre service public culturel est pourtant en charge ?

Le modèle culturel décentralisé n'est plus revendiqué par l'État, et les collectivités territoriales sont elles-mêmes affaiblies par la réduction constante de leur autonomie fiscale qui les empêche d'affirmer des choix politiques ambitieux. Nous sommes donc pris dans l'étau. La précédente ministre de la Culture avait pourtant affirmé la nécessité de réduire l'écart entre Paris et les régions.

Pendant ce temps-là, les dispositifs verticaux se développent et trouvent des financements qui amputent encore nos capacités. Le Pass Culture trouve ses financements alors que la phase d'expérimentation n'est pas terminée et ne révèle pas à ce jour une efficacité patente au-delà d'une utilisation commerciale. Le programme des Micro-Folies, s'inscrit dans la même absence totale de réflexion sérieuse. Que dire de la cité du théâtre et des moyens qu'elle renforce un

Tribune du Conseil national

peu plus dans la capitale ? Et des sommes consacrées au Château de Villers-Cotterêts ? Des choix sont faits. Ils sont le fruit d'une vision de classe.

Nous sommes inquiets. Nous n'avons jamais pu débattre avec le Président de la République de notre vision refondée de la politique culturelle malgré les tentatives d'approche. Le ministère de la Culture est affaibli par le gouvernement, les directions régionales des affaires culturelles sont inquiètes de leur avenir et de leur désorganisation, et les directions centrales sont traversées par des doutes structurels angoissants.

Nous alertons les parlementaires sur le sursaut à provoquer. Leur pouvoir d'amendement budgétaire est quasi nul, mais il est encore temps qu'ils se saisissent de la Culture pour contribuer à la lutte contre le déséquilibre territorial. Nous allons, en syndicat responsable, mobiliser nos adhérents dans le cadre des élections municipales. Nous interpellons, dans le cadre de notre fédération, les partis politiques. Nous attendons encore un sursaut. Et, en tant que syndicat militant, nous annonçons que nous nous donnerons les moyens de continuer à demander 200 millions d'euros, pour :

- Une remise à niveau des établissements et équipes culturels ;
- Une nouvelle politique d'implantation des artistes au sein des populations : zones pavillonnaires, zones rurales, zones intermédiaires, centres-villes désertés ;
- Une politique d'expérimentation pour livrer les prototypes et les nouveaux modes de gouvernance et de financement de la politique culturelle du XXI^e siècle.

Le Conseil national du Syndeac